

Les admonestations dînatoires du CRIF

Par Aristide Leucate

La pitoyable et affligeante « petite blague » du locataire de l'Elysée, ancien président du Conseil général de Corrèze, au-delà de son caractère anecdotique – eu égard à la banalisation de la fonction présidentielle allant de pair avec les aliénations substantielles de souveraineté entre les mains de Bruxelles – a été, une fois de plus, l'arbre médiatique qui a caché la forêt politique.

La France, vassal d'Israël

François Hollande a lâché sa saillie verbeuse au 28^e dîner annuel du CRIF – Conseil représentatif des institutions juives de France qui fêtait également son 70^e anniversaire –, le 16 décembre dernier, ce qui ne laisse pas d'interroger quant à la conformité de la présence présidentielle avec les lois régissant la laïcité en France. C'est une tradition républicaine de voir accourir à ce raout judaïque, tout le gratin de l'élite dirigeante, des politiques (de l'opposition comme de la majorité), aux journalistes, et toutes les institutions ayant pignon sur rue. Cette invitation est en réalité une sommation à comparaître, tant pour renouveler le serment d'allégeance à la communauté juive, que pour se faire morigéner pour des prises de position ou des propos considérés comme déviants d'une doxa intransigeante indexée à la politique israélienne intérieure. En 2005, Alain Finkielkraut, éminent représentant de cette puissante communauté, confiait ainsi : *« le pavillon d'Ermenonville est une merveilleuse salle de Bar Mitzvah. Voir cet endroit transformé annuellement en une espèce de tribunal dînatoire où les membres du gouvernement français comparaissent devant un procureur communautaire, cela me met très mal à l'aise »*. Il convient, en effet, de ne pas se cacher derrière son petit doigt et d'admettre, sans acrimonie particulière et hors de toute polémique, que le CRIF, affilié au Congrès juif mondial, n'est rien d'autre que la légation officielle de l'Etat d'Israël en France. Au regard de la géopolitique historiquement instable du Proche et du Moyen-Orient, conjuguée à une immigration arabe et/ou musulmane pourvoyeuse de récriminations hostiles à « l'occupant » israélien, le gouvernement français marche sur des œufs, devant sans cesse, au prix d'équilibristes périlleux, concilier des positions contradictoires, pour ne pas dire aporétiques. A cette aune, une telle soumission institutionnelle et politique à ce qu'Alain Soral dénomme *« la communauté juive organisée »*, inféode, *ipso facto*, notre politique étrangère aux intérêts d'une puissance étrangère qui instrumentalise ses partenaires et homologues pour la bonne marche de sa politique extérieure, laquelle vise, précisément, à endiguer l'expansionnisme arabe et, à terme, la pleine reconnaissance d'un Etat palestinien réellement indépendant. Avant-garde de l'Occident en territoires occupés, Israël n'a d'autre préoccupation que de sanctuariser au maximum ses colonies. Dans *Nouvelles de France*, l'ancien député, Christian Vanneste, estime que le chef de l'Etat ne peut *« présider une réunion dont le caractère communautaire est inséparable d'une commémoration ô combien respectable. Cela crée un double malentendu : d'abord, celui du communautarisme, puisque celui qui parle au nom de la seule communauté républicaine, la Nation, se croit obligé d'évoquer un pacte qui existerait entre une communauté particulière et la République. Ensuite, le lien entre cette communauté et un pays étranger, justifié par l'histoire, et favorisé par la double nationalité, expose à des confusions entre politique intérieure et affaires étrangères au risque d'un dérapage qui s'est produit au détour d'une petite blague typiquement "hollandaise" »*.

La matrice de l'idéologie mondialiste

De ce point de vue, il paraît évident que le CRIF se soucie bien peu de faire respecter une laïcité revêtant, *a minima*, les apparences de la neutralité confessionnelle, tant il estime, sous couvert d'un inconsolable martyrologue, détenir une créance imprescriptible sur le reste de l'humanité. L'interpellation publique de François Hollande par Roger Cukierman, président du CRIF, à propos d'un geste interprété par l'intéressé comme « *le geste inverse du salut nazi* », semble assez ahurissante ! Elle est assortie, qui plus est, de la traditionnelle *reductio ad hitlerum*, cet antisémitisme dont ferait preuve, en l'occurrence, l'humoriste Dieudonné, accusé pour l'occasion d'en être « *un professionnel* » patenté. La gauche sociétale au pouvoir tombe évidemment dans le panneau et se croit obligée de surenchérir dans la diabolisation de ce qu'elle est sommée de considérer comme un ennemi et non, le cas échéant, comme un simple adversaire, si tant est qu'un saltimbanque de profession puisse en être. Fondamentalement, et inévitablement, l'on se perd en conjectures sur ce tropisme judéo-sioniste de toujours qui caractérise tant nos gouvernants. Quand, en novembre 1967, dans une conférence de presse demeurée célèbre, De Gaulle osa affirmer que les « *Juifs (...) étaient restés ce qu'ils avaient été de tous temps, c'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur* », il fournit, du même coup, une clé d'explication, ce d'autant plus que, prophétique, il augurait dans le même temps que « *l'implantation de cette communauté sur des terres qui avaient été acquises dans des conditions plus ou moins justifiables et au milieu des peuples arabes qui lui étaient foncièrement hostiles, [entraînerait] d'incessants, d'interminables frictions et conflits* ». Le traumatisme de la Shoah va bien évidemment accentuer cette dimension historico-anthropologique, par le biais de puissants relais politico-médiatiques qui vont mettre l'humanité en coupe réglée émotionnelle, sidérée par un « *ininterrompu torrent de larmes* ». A cette aune, l'antisémitisme a fini par être habilement fondu dans l'antisionisme, soit un verrouillage indestructible de toute pensée ou parole critique à l'égard d'Israël et du « peuple élu ». De la même façon que toute opposition au « mariage homosexuel » est assimilée à de « l'homophobie », que la critique de l'immigration de masse est apparentée à du racisme ou que le rejet de l'Union européenne relèverait d'un nationalisme xénophobe. C'est à se demander si le cosmopolitisme de jadis, aujourd'hui appelé « le mondialisme », ne proviendraient pas d'une et seule et même matrice ? Poser la question...

aleucate@yahoo.fr